



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR



Deuxième congrès

Dakar, 24-27 novembre 2026

Appel à sessions

Politiques industrielles et dynamiques territoriales

à l'épreuve de l'incertitude

- Mohamed Boustane, Docteur en urbanisme et aménagement, professeur à l'Ecole Nationale d'Architecture d'Agadir (ENAA). Adresse email: mohammed.boustane@enaagadir.ac.ma (Correspondant)
- Luc Gwiazdzinski, docteur et HDR en géographie, professeur à l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse (ENSAT). Adresse email : lucmarcg@gmail.com

Résumé

La session explore comment les politiques industrielles redéfinissent leurs stratégies et recomposent les dynamiques territoriales dans un contexte d'incertitudes. Elle vise à croiser regards théoriques et études de cas, notamment dans les pays du Sud, pour analyser les capacités d'adaptation des acteurs publics et privés et les défis posés par l'action publique industrielle.

Argumentaire

La succession des crises économiques, sanitaires, environnementales et géopolitiques posent autant de défis à relever par les politiques publiques industrielles. Ces défis s'ajoutent à ceux posés depuis plusieurs décennies par l'affermissement du contexte la globalisation économique dans le cadre duquel les enjeux de l'attractivité et de la compétitivité sont devenus des leitmotsivs structurants des politiques publiques industrielles (OCDE, 1999, 2001). Ces changements, mutations et transformations provoquent un élan de remise en cause des principes de base et orientations des stratégies et politiques publiques adoptées et mise en œuvre par les États pour (re)lancer leurs dynamiques de développement économique en misant sur la promotion des activités industrielles, et en se détachent progressivement des cadres imposant de l'idéologie du marché autorégulateur et de la mondialisation libérale.

Les politiques publiques industrielles connaissent dès lors un retour significatif sur les agendas nationaux et internationaux. Depuis la fin des années 1990, l'actualité internationale est marquée, plus particulièrement pour les pays émergents et pays en voie de développement, par l'adoption et la mise en œuvre de stratégies ambitieuse de développement industriel où les États réaffirment leur rôle dans la conduite, l'orientation et la structuration des systèmes productifs

nationaux et régionaux/locaux (Wim Naudé, 2010 ; Piveteau et Rougier, 2011). Ces recompositions sont au cœur des nouvelles stratégies de développement industriel qui reprennent le modèle des Nouvelles Politiques Industrielles (NPI), plébiscité comme un exemple de réussite et de suces stories, et dont les leitmotsifs majeurs sont la promotion de l'attractivité et de la compétitivité économique et territoriale. Le modèle de ces NPI se distingue par le fait qu'il en appelle à la réhabilitation des rôles de l'État dans la conduite et pilotage des changements. Cette réhabilitation est expliquée, justifiée par ailleurs par la multiplication des incertitudes, mobilisé comme argument de base pour légitimer la reprise en main par l'État des commandes et présidée des missions d'élaboration et de la conduite des politiques industrielles.

Ces nouvelles politiques publiques industrielles, en mettant l'accent sur l'attractivité et la compétitivité comme principes structurants de l'action publique, ne manquent pas de prêter le flanc à la critique au vu des tensions dont leur mise en œuvre ne cesse de révéler au fil de l'examen des expériences de plusieurs pays. Le premier défi étant de savoir comment arriver et réussir à articuler les orientations de visions à long terme, portée généralement par des politiques publiques nationales, avec la gestion de l'incertitude (la fermeture des établissements, les relocalisations soudaines notamment), et permettre la pérennisation des dynamiques de développement au niveau des territoires. Ces tensions concernent également l'articulation entre les discours et ambitions de compétitivité à l'échelle globale et les réalités territoriales marquée généralement par la permanence si ce n'est l'accentuation des disparités territoriales. Ces politiques interpellent de même quant à leur efficacité en rapport avec les types des alliances et relations qui se dessinent entre les différents acteurs, qui sont les premiers protagonistes de leur portage à savoir l'État, les collectivités territoriales, le secteur privé, la recherche et développement (Observatoire des territoires, 2022).

Ces incertitudes sont alimentées en outre par les dynamiques et mouvement de localisation et de relocalisation industrielles qui apparaissent plus que jamais marquée par l'indétermination. Elles sont illustrées par la multiplication des fermetures des établissements productifs entraînant dans leur sillage des pertes d'emplois, la contraction des recettes fiscales comme elles enclenchent un processus de paupérisation et d'appauvrissement des territoires qui sont restées jusque-là profondément structurés dans leur évolution par les retombées de ses activités industrielles. Les fermetures issues des mouvements de délocalisation, si elles mettent fin aux épopées industrielles de territoires, les nouvelles implantations sont une aubaine pour d'autres qui s'affirment comme de nouveaux pôles d'attractivité grâce à la mise en place de zones industrielles spécialisées, de clusters technologiques ou de parcs industriels intégrés.

Les trajectoires de désindustrialisation interpellent plus en amont les rapports entre la ville et l'industrie. Ainsi, les zones industrielles, longtemps constitutives de l'identité urbaine, connaissent des processus de mutation urbaine, souvent de fait plus qu'encadrés par les réglementations d'urbanisme, où les fonctions productives cèdent la place aux usages résidentiels. Les activités industrielles se retrouvent reléguées en périphéries où elles vont participer à la recomposition des espaces périurbains et contribuer à une large reconfiguration des dynamiques territoriales. Les politiques publiques fondées sur la promotion de l'attractivité et de la compétitivité doivent composer avec ces processus de désindustrialisation qui fragilisent les bases mêmes de leurs ambitions. Ces contradictions rendent par ailleurs incertaine la réussite des objectifs fixés, qu'il s'agisse de la captation des investissements directs étrangers (IDE) ou de l'incitation à de nouvelles implantations d'entreprises.

L'incertitude agit ainsi comme une force de recomposition et de recomposition des territoires. Les États et les collectivités territoriales sont appelées, dans le sillage de ces mutations, à revoir les principes et contenus de leurs politiques publiques et de miser sur l'innovation. Pour les décideurs publics, cela implique de concevoir des politiques industrielles plus flexibles et

adaptatives, capables d'évoluer rapidement face aux aléas. Les villes sont appelées à devenir des espaces de concentration de la richesse et des mutations industrielles, lieux emblématiques des innovations territoriales et de s'affranchir des effets cumulatifs de la désindustrialisation et des pesanteurs d'un passé durant laquelle l'industrie fut l'activité motrice de leur système productif.

Les dynamiques industrielles qui en appellent aux politiques publiques, qu'elles soient nationales ou régionales et locales, sont profondément structurées par le contexte de l'incertitude, alimentés par des registres multiples, dont la maîtrise échappe aux acteurs en charge des processus d'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de développement industriel. Les trajectoires différencierées des dynamiques industrielles ne manquent pas de révéler à leur tour des tensions entre les villes/territoires comme potentiel de réindustrialisation et espace de vulnérabilité socio-économique. Les territoires se retrouvent de plus en plus exposés à des situations et/ou risques de fragilisation qui finissent par révéler leur état de désarmement ou, à tout le moins, leur préparation inégale pour gérer ces transformations par les politiques publiques adéquates. Ils sont contraints d'anticiper, de réagir, mais aussi d'improviser face à des mutations rapides, souvent imprévisibles.

Les politiques publiques de développement industriel s'efforcent d'anticiper ou d'accompagner, selon les cas, ces recompositions par l'élaboration de cadres normatifs et opérationnels centrées sur la promotion de l'attractivité et de la compétitivité des territoires. Ces politiques publiques recourent souvent à la mise en place de zones industrielles dédiées, dites de nouvelle ou dernière génération, dans le cadre d'un modèle général qui en appelle à la démarche de clusters, et de dispositifs basés sur les incitations et avantages fiscaux et l'encouragement des partenariats public-privé, guidés ou inspirés par des logiques exogènes aux territoires d'accueil. Ce faisant, elles ne manquent pas d'alimenter des tensions supplémentaires liées aux incertitudes inhérentes aux stratégies d'investissement des entreprises et des géants de l'industrie mondial, caractérisées par des fluctuations extrêmes.

Ces dynamiques sont en train de susciter un intérêt croissant de la recherche dans les pays du Sud. Cet intérêt ne manquera pas de s'agrandir à la lumière des expériences et des politiques industrielles mises en œuvre dans plusieurs pays qui procèdent par la réhabilitation du rôle central de la concentration géographique des activités dans la croissance des territoires (Courlet, Fuerguene, 2003 ; Daumas, 2007 ; Hamdouch, 2008 ; Wade, 2012). Ces expériences s'alignent aux stratégies et politiques industrielles qui mobilisent un vocabulaire diversifié - clusters, districts industriels, systèmes productifs locaux, technopoles, grappes, pôles de compétitivité - pour désigner des pratiques qui visent à répondre aux défis d'une économie mondiale de plus en plus concurrentielle et compétitive (Hamdouch, 2008 ; Lung & Mezouaghi, 2009; Boustane, 2020b), favorisant ainsi l'émergence d'une nouvelle division de travail articulée autour des pôles de production, selon une double logique de spécialisation et d'internationalisation des acteurs localisés dans le territoire (Mezouaghi et al, 2009).

Intérêt pour les géographes

Ces recompositions et mutations des dynamiques industrielles avec ce qu'elles posent comme défis aux politiques publiques soulignent le besoin de cadres conceptuels, théoriques méthodologiques à mobiliser pour permettre une analyse profonde de ses différentes dimensions notamment pour appréhender et saisir la manière avec laquelle les acteurs locaux, régionaux et nationaux composent pour s'y adapter, gérer et réussir à réguler. Elles constituent un terrain fertile à la géographie qui y trouve un terrain d'observation privilégié pour interroger la manière avec laquelle ses cadres théoriques et méthodologiques peuvent contribuer à éclairer

les logiques d'adaptation des territoires et interroger les tensions et contradictions des politiques industrielles à l'épreuve de la complexité et de l'incertitude.

L'étude et l'analyse des dynamiques industrielles, qui ne peuvent être dissociées du travail de la compréhension plus en amont des dynamiques territoriales, nécessitent de procéder par le croisement de plusieurs dimensions : économique, géographique et politique. L'incertitude invite à revisiter les cadres théoriques mobilisés pour comprendre les dynamiques industrielles et l'action publique industrielle, comme elle rend nécessaire d'interpeller la capacité des approches développées dans le cadre des travaux de la géographie dans le cadre de cet élan de dialogue ouverte et encouragé depuis le début des années 1980, pour réussir à comprendre les logiques profondes qui sous-tendent les dynamiques industrielles et territoriales et l'action publique industrielle. Les grilles d'analyse par le prisme des dynamiques industrielles et les politiques industrielles offrent à ce titre l'opportunité de contribuer à penser l'incertitude de notre époque et cerner les tenants et aboutissants des tensions qui deviennent récurrentes entre l'urgence et la planification, le court terme et le long terme, entre la dépendance et la souveraineté, entre innovation et continuité.

D'où tout l'intérêt de cette session qui s'inscrit sur plusieurs registres qui participent d'une double dimension, scientifique et empirique. Sur le plan scientifique, il s'agit d'interpeller dans le cadre d'une réflexion collective les outils conceptuels et méthodologiques qui permettent d'analyser l'incertitude par le prisme des dynamiques industrielles et des politiques publiques industrielles. Sur un plan empirique, il souhaite mettre en regard des études de cas issus de contextes variés qui concernent les pays du Sud. Les cas issus des expériences des pays du Nord sont-elles-aussi les bienvenues dans la mesure où elles permettent d'enrichir le partage des enseignements sur les manières de composer et de gérer les incertitudes. Elle se veut ainsi un espace de dialogue interdisciplinaire, ouvert aux contributions théoriques, empiriques et méthodologiques.

Cette session a pour ambition de :

- Mettre en évidence les manières dont les acteurs publics et privés conçoivent et adaptent leurs stratégies industrielles face aux crises et aux mutations globales ;
- Interroger la capacité des politiques industrielles à articuler résilience, innovation et soutenabilité ;
- Confronter les expériences nationales et régionales afin de dégager des enseignements comparatifs sur la gestion de l'incertitude ;
- Favoriser un dialogue interdisciplinaire entre économistes, géographes, politistes et spécialistes du développement, dans le but de renouveler les cadres d'analyse de l'action publique industrielle.

Bibliographie indicative

- Benko Georges, Dunford Mick et Lipietz Alain, « Les districts industriels revisités » (en collaboration avec Benko G. et Dunford M.), in B. Pecqueur éd. *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, L'Harmattan, 1996.
- Billaudot Bernard et Al Aoafi Nouredine. « Les nouveaux ressorts de l'industrialisation dans la mondialisation. Le cas du Maroc », *Critique économique*, 2017, n° 35.
- Boustane Mohamed. « L'échec du projet de création d'un cluster à Fès : de la conception d'une ambitieuse plateforme intégrée (P2I) à la réalisation d'une banale zone industrielle », *Les Cahiers d'EMAM* [En ligne], Articles Varia, mis en ligne le 11 janvier 2023, URL : <http://journals.openedition.org/emam/4929> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/emam.4929>

- Boustane Mohamed. « Le Maroc à l'heure de la clustérisation. Un projet d'innovation pour une ville en déclin industriel », K@iros, Dossier thématique : Les territoires d'innovation, n°4, 2020, URL : <http://revues-msh.uca.fr/kairos/index.php?id=477>
- Bruyelle Pierre, Dezert Bernard. « Les relations entre la ville et l'industrie : formes anciennes et formes nouvelles ». In: Hommes et Terres du Nord, 1983/1. Villes et industries. pp. 7-12; doi : <https://doi.org/10.3406/htn.1983.1848>
- Carayannis, Elias G., Campbell, David F. J. « Les systèmes d'innovation de la quadruple et de la quintuple hélice », *Innovations*, vol. 3/2017, n° 54, p. 173-195. [En ligne] DOI 10.3917/inno.pr1.0023 URL : <https://www.cairn.info/revue-innovations-2017-3-page-173.htm>
- Chalaye Sylvie et Massard Nadine. « Les clusters : Diversité des pratiques et mesures de performance », Revue d'économie industrielle [En ligne], 128 | 4e trimestre 2009, document 7, mis en ligne le 01 décembre 2011., URL : <http://rei.revues.org/4079> ; DOI : 10.4000/rei.4079
- Courlet Claude et Ferguene Ameziane. « Globalisation et territoire : le cas des SPL dans les pays en développement », FACEF PESQUISA, 2003, vol. 6, no 3, p. 96-117
- Daumas Jean-Claude. « Districts industriels : du concept à l'histoire. Les termes du débat », Revue économique 2007/1 (Vol. 58), p. 131-152. DOI 10.3917/reco.581.0131
- Dimou Michel et Shaffar Alexandra. « De la zone franche au district industriel : une réflexion sur la trajectoire des systèmes locaux de production à partir du cas de l'île Maurice » Schaffar Revue internationale P.M.E. : économie et gestion de la petite et moyenne entreprise, vol. 18, n° 1, 2005
- Doloreux David et Bitard Pierre. « Les systèmes régionaux d'innovation : discussion critique », *Géographie, économie, société* 2005/1, vol. 7, p. 21-36. DOI 10.3166/ges.7.21-36, URL : <https://www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2005-1-page-21.htm>
- Dubost Serge. « Zones franches dans les économies en voie de développement : quelle industrialisation ? ». In: Revue d'économie industrielle, vol. 37, 3e trimestre 1986. pp. 31-39. doi : 10.3406/rei.1986.2185
- Edelblutte, Simone. « Ville-usine, ville industrielle, ville d'entreprise...Introduction à des approches croisées du fait industrialo-urbain », Revue Géographique de l'Est [En ligne], vol. 58/3-4 | 2018, mis en ligne le 23 juillet 2020, URL : <http://journals.openedition.org/rge/9332>
- Favoreu Christophe et al. « Légitimité des politiques publiques en faveur des clusters », Revue française de gestion 2008/3 (n° 183), p. 157-178. DOI 10.3166/rfg.183.157-178
- Forest Joëlle et Hamdouch Abdellah. « Les clusters à l'ère de la mondialisation : fondements et perspectives de recherche », Revue d'économie industrielle [En ligne], 128 | 4e trimestre 2009, document 1, mis en ligne le 01 décembre 2011, URL : <http://rei.revues.org/4064>
- Forest Joëlle. « La production des connaissances à l'ère des pôles de compétitivité », *Innovations*, 2010, vol. 2, n° 32, p. 129-146 [en ligne] DOI : 10.3917/inno.032.0129. URL : <https://www.cairn.info/revue-innovations-2010-2-page-129.htm>
- Mezouaghi Mihoub (dir), *Les localisations industrielles au Maghreb, attractivité, agglomération et territoires*, IRMC-Khartala, 2009, 336 p
- OCDE, *Concurrence, innovation et compétitivité dans les pays en développement* — Lynn Krieger, Mytelka, 1999
- OCDE, *Le nouveau visage de la mondialisation industrielle : Fusions-acquisitions et alliances stratégiques transnationales*, 2001.
- Observatoire des Territoires — *Cahier n°2 : Territoires et transitions : enjeux économiques*, rapport septembre 2022
- Piermay Jean-Luc. « La production des espaces pour l'entreprise au Maroc. À l'heure du Programme Émergence, quelle stratégie territoriale ? », Mondes en développement 2010/3 (n° 151), p. 127-137. DOI 10.3917/med.151.0127
- Piveteau Alain, Rougier Eric. « Le retour en trompe-l'œil de la politique industrielle. L'expert, l'État et l'économie politique locale », *Revue Tiers Monde*, 2011/4 (n°208), p. 177-192. DOI : 10.3917/rtm.208.0177. URL : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2011-4-page-177.htm>
- Wim Naudé, “New challenges for industrial policy”. Working paper //World Institute for Development Economics Research, No. 2010,107, ISBN 978-92-9230-345-7
- Wim Naudé. “Industrial policy: Old and new issues”. Working, paper // World Institute for Development Economics Research, No. 2010,106, ISBN 978-92-9230-344-0